

## Soutien aux journalistes iraniens en exil – Bilan au 1er avril 2010

**Plus de trente visas délivrés par les autorités françaises, 55 bourses d'assistance distribuées**, une dizaine de journalistes réinstallés hors France et la récente déclaration d'intention de l'Allemagne d'accueillir des citoyens iraniens en exil, voici le bilan de la **campagne de soutien aux journalistes et net-citoyens iraniens en exil de Reporters sans frontières**.

### 1. Contexte

Reporters sans frontières, organisation internationale de défense de la liberté de la presse, s'est engagée massivement dans une campagne de soutien aux journalistes iraniens contraints de fuir leur pays. Victimes de la répression impitoyable qui s'abat sur tous les milieux d'opposition depuis la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République d'Iran, le 12 juin 2009, leurs vies et celles de leurs proches sont menacées. Depuis l'annonce des résultats du scrutin, **plus de cent journalistes et net-citoyens ont été arrêtés**, accusés d'« espionnage » et d'agir « contre la sûreté de l'Etat ». **Plus de quarante journalistes, blogueurs et collaborateurs des médias sont actuellement détenus**, selon nos informations. Une douzaine de journaux ont été suspendus et des milliers de pages Internet ont été bloquées. Face aux menaces d'arrestation et dans l'impossibilité d'exercer leur métier, **plus de cinquante professionnels des médias iraniens ont été contraints à l'exil**. Cet exode est le plus important depuis la révolution de 1979.

Depuis le début de cette campagne, les ministères français des Affaires étrangères et européennes, et de l'Immigration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire ont répondu favorablement aux demandes de visas d'urgence adressées par Reporters sans frontières, permettant aux journalistes de quitter les pays voisins de l'Iran où ils s'étaient établis en quête de refuge. En contrepartie, l'organisation s'est engagée à prendre en charge les frais de transport des personnes concernées, et à les aider dans les démarches administratives liées à leur demande d'asile. Face à l'urgence de la situation, notre organisation a également accepté d'accueillir temporairement les personnes que l'engorgement des structures étatiques d'accueil aurait contraintes à attendre de nombreuses semaines avant de pouvoir rejoindre la France.

**Près de trente journalistes et net-citoyens iraniens sont arrivés en France**, en provenance du Kurdistan irakien, du Liban ou de la Turquie pour demander l'asile, certains avec leur famille. Ils ont témoigné de la peur constante qui les habitait là-bas, en raison de la présence d'agents du Renseignement iraniens.

Plusieurs de leurs confrères devraient prochainement se voir délivrer des visas humanitaires pour la France. **L'Allemagne a lancé une campagne d'accueil des réfugiés politiques iraniens et devrait accueillir une quinzaine de professionnels des médias dans les semaines à venir**. Notre section allemande constitue, à cette occasion, un interlocuteur privilégié du Bundesländer de Berlin, qui souhaite accueillir en priorité des journalistes.

## 2. La prise en charge de Reporters sans frontières

Compte tenu de l'engorgement des structures d'accueil des demandeurs d'asile en région parisienne, **Reporters sans frontières a pris en charge l'hébergement de 14 journalistes et leurs familles (21 personnes au total)**. Notre organisation s'est ainsi acquittée des frais d'hôtel de ces personnes, selon leurs besoins, entre le début du mois de novembre 2009 et la mi-mars. 4 personnes sont toujours hébergées aux frais de Reporters sans frontières à ce jour.

Parallèlement au paiement des nuits d'hôtel, l'organisation a également apporté un soutien financier ponctuel aux journalistes. Reporters sans frontières a ainsi distribué **plus de 45 « bourses de première nécessité » afin de permettre aux journalistes demandeurs d'asile en France de faire face à leurs besoins quotidiens**. Notre organisation a soutenu financièrement des journalistes pour lesquels elle n'a jamais eu à prendre en charge le logement.

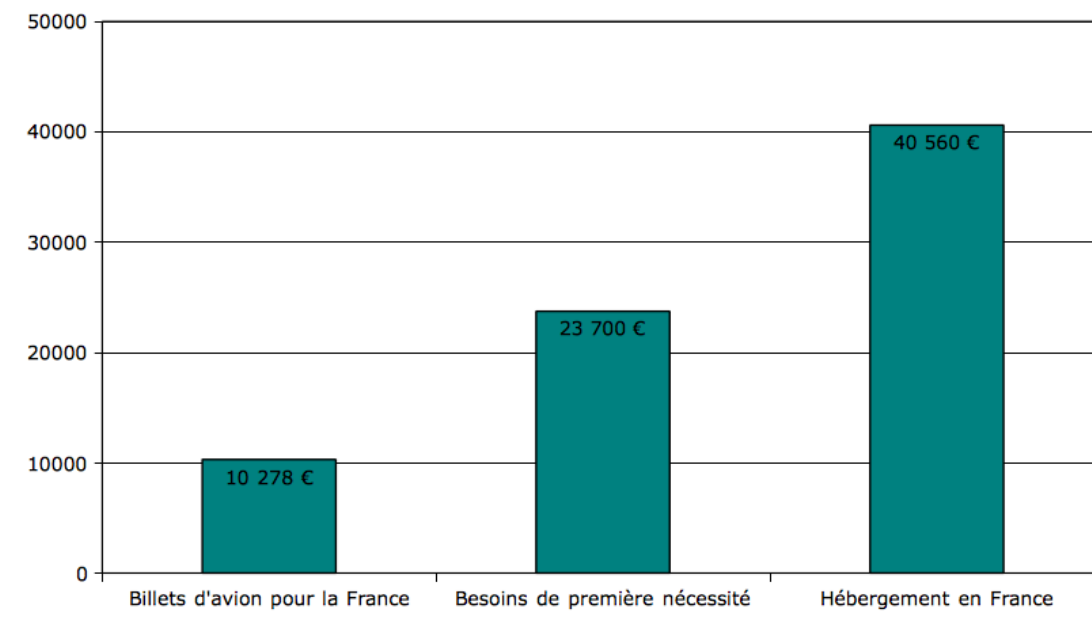
Reporters sans frontières a, en outre, continué d'apporter une aide matérielle aux **professionnels des médias en « transit »** dans les pays voisins de l'Iran : la Turquie et l'Irak principalement (**8 bourses entre novembre 2009 et mars 2010**).

## 3. La prise en charge de Reporters sans frontières en chiffres

Les chiffres ci-après ne tiennent pas compte des bourses versées avant novembre 2009, début de la campagne. Entre juin et novembre, notre organisation a cependant octroyé une dizaine de bourses à des professionnels des médias iraniens déjà en exil, ou contraints de se cacher dans leur pays. **Notre organisation a engagé près de 75 000€ depuis le début de cette campagne.**

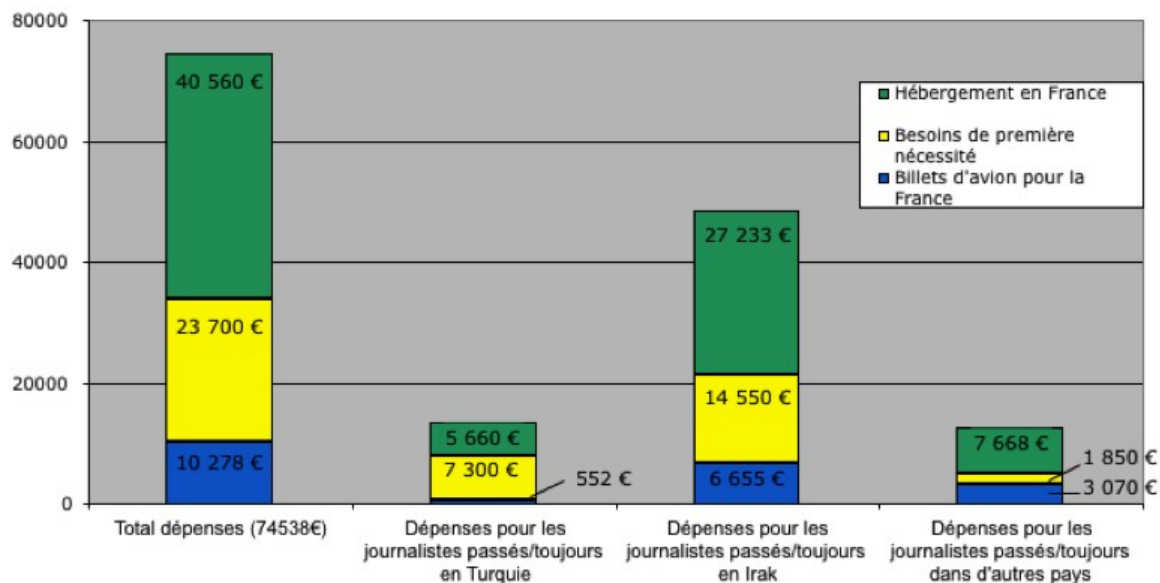
Les bourses accordées par **Reporters sans frontières couvrent trois postes de dépenses: les billets d'avion pour la France, les « besoins de première nécessité »** (destinés à couvrir les frais de nourriture, de transports, les frais médicaux et les autres frais annexes) et **l'hébergement des journalistes en France**. Ce dernier poste est bien évidemment le plus important, comme le montre le graphique 1:

**1. Objet des dépenses engagées du 1er nov. 09 au 1er avril 10**



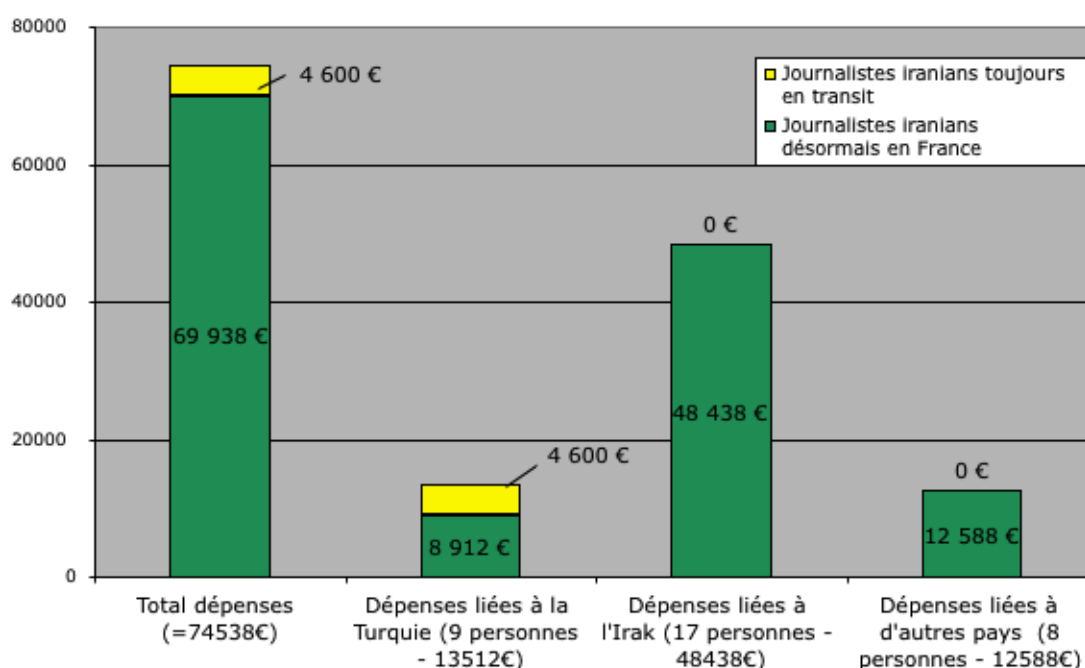
Le graphique 2 illustre la répartition des bourses en fonction de leur objet et du pays de transit des journalistes.

### 2. Objet des dépenses engagées en fonction du pays de transit des journalistes



Le graphique 3 dresse un bilan des sommes engagées en fonction du pays de transit des journalistes. Comme le montre cet histogramme, l'ensemble des journalistes soutenus financièrement par Reporters sans frontières lorsqu'ils étaient réfugiés en Irak, au Liban ou aux Emirats arabes Unis notamment (autres pays) ont bénéficié d'un visa. Ils ont aujourd'hui débuté la procédure de demande d'asile en France.

### 3. Dépenses engagées en fonction du pays de transit



#### 4. Le soutien reçu par Reporters sans frontières – Bilan de la campagne d'appel aux dons

Depuis le lancement de sa campagne de dons pour soutenir les journalistes et net-citoyens iraniens en exil, **Reporters sans frontières a reçu près de 55 000 euros.**

Ces dons proviennent principalement de deux événements organisés aux Etats-Unis par les membres de la communauté iranienne. Ainsi, le 23 janvier, une soirée organisée notamment par **Nikahang Koswar**, journaliste et caricaturiste iranien, **Firuzeh Mahmoudi** de l'association **United 4 Iran**, **Arash Sobhani**, leader du groupe **Kiosk's** et **Parviz Shokat**, militant pour les droits de l'homme, a réuni plusieurs dizaines de personnes à San Francisco. L'intégralité des bénéfices, soit, 21 500\$ (15 800€) a été reversé à notre organisation. Le 21 mars 2009, à l'occasion du nouvel an iranien, une opération organisée durant 3 jours par les responsables du site **Balatarin.com** a permis de réunir plus de **13 000\$** au profit des journalistes iraniens.

Au-delà de ces événements, Reporters sans frontières a bénéficié du soutien financier de **nombreux donateurs privés**. Plusieurs personnalités ont également répondu à l'appel lancé en novembre dernier. Le cinéaste **M. Makhmalbaf**, **M. Hadighaeimi**, défenseur des droits de l'homme iranien, responsable au sein de l'*International Campaign for Human Rights in Iran* et l'intellectuel **M. Amid Naeini** ont ainsi apporté une aide substantielle à notre organisation. En outre, grâce à l'appui de **Roxana Saberi**, l'**Overseas Press Club** a accordé deux bourses de 4000 et 5000\$ à des journalistes en exil en Turquie.

**La région Bourgogne** a accordé une subvention de 10 000€ à notre organisation. Celle-ci viendra compenser les dépenses engagées pour l'accueil des trois journalistes iraniens logés à Dijon. **Le conseil général de la Côte d'Or** a, quant à lui, accordé une subvention exceptionnelle à Reporters sans frontières.

#### 5. La situation actuelle des journalistes demandeurs d'asile en France

Face à la pénurie de logements destinés à accueillir les demandeurs d'asile en France, les journalistes ont été contraints de trouver des solutions alternatives. Six foyers ont, à ce jour, bénéficié d'une prise en charge étatique.

Deux journalistes bénéficiant du soutien de Reporters sans frontières ont pu bénéficier d'une prise en charge par la **Maison des Journalistes**. Cette structure partenaire accueille 15 journalistes demandeurs d'asile pour une durée de six mois.

Certains journalistes sont à l'heure actuelle hébergés gratuitement par des connaissances, ou grâce au soutien de la communauté iranienne. Malgré la bonne volonté de leurs hôtes, ces solutions ne pourront bien évidemment n'être que temporaires. La situation de ces journalistes reste dès lors très précaire.

Deux familles et un journaliste seul ont récemment trouvé des logements, grâce au concours actif du responsable du bureau Iran de Reporters sans frontières et de la communauté iranienne française et internationale.

Trois journalistes iraniens sont logés à Dijon. Le 5 janvier, un bail locatif de trois mois a été signé entre Reporters sans frontières et Orvitis, l'Office public de l'habitat de la Côte-d'Or. Il a récemment été renouvelé jusqu'au 5 octobre 2010. Notre organisation prend toujours en charge l'hébergement d'un journaliste seul à l'heure actuelle. Trois journalistes connus de notre organisation sont, à l'heure actuelle, sans solution d'hébergement viable.

## **6. Les perspectives d'emploi des journalistes demandeurs d'asile en France**

La plupart des journalistes arrivés en France ont l'autorisation de travailler. Ils ont en effet rejoint Paris au bénéfice d'un visa D. Leurs qualités professionnelles, le concours du responsable du bureau Iran/Afghanistan de Reporters sans frontière, le soutien déterminant du journaliste et caricaturiste iranien Nikahang Koswar ainsi que la solidarité de la communauté iranienne internationale et française ont permis à plusieurs journalistes de trouver un emploi.

Ainsi, trois journalistes jouissent aujourd'hui d'un emploi stable. Les revenus qu'ils tirent de leur travail leur permettent ainsi de subvenir à leurs besoins et de louer un logement.

Les journalistes ne disposant d'aucun revenu bénéficient du droit à l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA). L'ATA est une allocation du régime de solidarité, destinée à procurer un minimum de ressources aux demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande d'asile. Le montant journalier de l'allocation temporaire d'attente est fixé à 10,67 € depuis le 1er janvier 2010 (soit une allocation mensuelle de 320,10 € pour un mois de 30 jours). L'ouverture des droits à l'ATA des journalistes a cependant été largement retardée par la mauvaise lecture des textes par les employés de l'agence Pôle emploi de leur lieu de domiciliation.

Afin de leur permettre une meilleure insertion au sein de la société française, les journalistes bénéficient, depuis peu, de la possibilité de suivre des cours de français gratuits, au sein d'un organisme spécialisé. Leur inscription à ces cours de langue leur permet en outre de bénéficier du statut d'étudiant, et des avantages qui y sont liés, en premier lieu, l'accès aux résidences étudiantes. Deux familles et un journaliste seul sont ainsi logés à ce titre.